

SCAN UT-67

AG



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique



COPIE

ARRÊTÉ

du 8 MARS 2018

mettant en demeure la société MTS (Manutention Transport Service),
située 7 rue de Dunkerque à Strasbourg,
de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2001 portant autorisation d'exploiter au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement par la société SOGEMA à Strasbourg des unités de stockage de céréales et d'engrais et d'entretien des wagons,
- Vu le rapport du 22 février 2018 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'exploitant n'a pas présenté l'avis de l'organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, et qu'il en résulte que l'exploitant ne peut justifier de la réalisation de cet avis,

Considérant que l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 dispose : « [...] « *L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds (...)* » ;

Considérant que l'exploitant n'a pas présenté l'analyse du risque foudre ni l'étude technique qui en découle,

Considérant que l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 prévoit que les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sont applicables aux installations relevant de la rubrique 2160 soumises à l'enregistrement,

Considérant que l'article 22 de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 prévoit que l'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications, que ces documents permettent de vérifier les mesures de prévention des risques d'incendie et d'explosions prises par l'exploitant et leur efficacité,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement :

«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société MTS (Manutention Transport Service), dont les installations sont situées 7 rue de Dunkerque à Strasbourg, est mise en demeure de respecter sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après :

Article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

« [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds [...] ».

Article 1_ de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 renvoyant à la section III, l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : (foudre)

« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Président de la société MTS, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de Strasbourg, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDIRI

Délais et voies de recours

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

